

VILLE DE SAINT-LO

Extrait du registre des arrêtés du Maire

Police temporaire de circulation

Nous, Emmanuelle LEJEUNE, Maire de la commune de Saint-Lô,
Vu, les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 du code général des collectivités territoriales,
Vu, les dispositions édictées par les articles L 2122-22 et L 2122-23 du code des collectivités territoriales,
Vu, le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice de police du Maire en matière de circulation,
Vu, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,
Vu, l'arrêté municipal n°2020-1314 du 23 octobre 2020, se rapportant à la délégation de fonctions et de signatures, donnée à M Arnaud GENEST, 7^{ème} adjoint au Maire,
Vu, la demande présentée, le 8 juillet 2022, par l'entreprise BERNASCONI TP – 28 rue du Haut du Bourg – 50 420 DOMJEAN,

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité des usagers sur le domaine ouvert à la circulation publique,

ARRÊT O N S

-
- Article 1** L'entreprise BERNASCONI TP est autorisée à ouvrir des chantiers rue des sources et rue du père Marquette afin de procéder à des travaux sur le réseau de gaz.
- Article 2** Le stationnement sera interdit dans l'emprise des travaux.
- Article 3** La circulation sera interdite sauf riverains et secours. Des panneaux de signalisations « route barrée sauf riverain » seront mis en place de part et d'autre de la rue des Sources et rue du père Marquette.
- Article 4** **Sécurité et signalisation de chantier**
La sécurité de l'ensemble des usagers du domaine public routier devra en tout temps être assurée par une signalisation réglementaire mise en place et maintenue sous la responsabilité du bénéficiaire ou de son représentant, conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre 1 – 8^{ème} partie signalisation temporaire.
- Article 5** Si la réfection d'enrobé à chaud ne peut avoir lieu dans les 72 heures après réalisation des branchements, il sera réalisé une réfection provisoire en enrobé à froid.
- Article 6** La réfection définitive de trottoir et de chaussée devra répondre à la norme (NF P 98-080-1), à raison de 90 kg/m² minimum sur trottoir et 130 kg/m² sur chaussée avec épaulement de 10 cm de chaque côté de la tranchée. Il sera réalisé des joints à l'émulsion de bitume entre les parties reconstituées et le revêtement initial.
- Article 7** Les présentes dispositions seront applicables du 22 aout 2022 au 26 aout 2022.
- Article 8** Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN, 3 rue Arthur le Duc 14 000 CAEN ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr dans un délai de 2 mois à compter de la date de la publication en Mairie.
- Article 9** Le présent arrêté est délivré sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur. Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 2022-1760

Fait à Saint-Lô, le 11 juillet 2022,
Pour le Maire, par délégation,



Arnaud GENEST, Adjoint au Maire.

Affichage en Mairie le : **11/07/2022**